

4.1.18 Le verrouillage d'internet par les États censeurs

Iran, RD Congo, Éthiopie : les États censeurs coupent les réseaux sociaux pour enrayer la révolte

L'Opinion 3 janvier 2018 à 17 h 45

Le verrouillage d'internet est devenu la nouvelle réalité de la répression gouvernementale pour tuer dans l'œuf les manifestations. Les internautes iraniens se heurtent à une censure du réseau par les autorités.

Les fêtes de fin d'année se sont déroulées sans accès à leurs réseaux sociaux pour des dizaines de millions d'internautes à travers le monde. Ce n'est ni la conséquence de pannes techniques, ni de la saturation du trafic mais de la stricte volonté des censeurs. En Iran, les autorités ont suspendu Telegram, la messagerie électronique cryptée très prisée qui compte quelque quarante millions d'utilisateurs. Cette suspension vise à tuer dans l'œuf les manifestations en cours dans les différentes villes du pays. Le guide suprême de la Révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, a accusé mardi les ennemis de l'Iran d'alimenter les troubles dans la République islamique.

Il n'a pas vraiment tort même si la révolte du peuple est d'abord motivée par la hausse des prix (denrées alimentaires, essence), le chômage des jeunes, le ras bol des habitants contre un régime corrompu. « Selon les statistiques de @Twitter plus de 31,500 tweets avec le hashtag #سراسری_تظاهرات (manifestations générales) ont été postés hier depuis l'Arabie Saoudite, soit 4 % de plus que celles provenant d'Iran », explique Roohollah Shamsavar, iranien fondateur du journal en ligne les Lettres persanes.

Le débit d'Internet est régulièrement réduit quand il n'est pas coupé complètement comme lors de la grande vague de contestation iranienne de 2009. Et Pavel Durov, le fondateur russe de Telegram, est poursuivi en Iran depuis septembre 2017 pour avoir permis la diffusion « de propagande extrémiste ».

À des milliers de kilomètres de ce théâtre, deux pays africains se sont particulièrement illustrés dans la censure en cette fin d'année. Les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) ont ordonné samedi aux opérateurs de télécommunications de couper l'accès à Internet et aux services de SMS dans tout le pays. C'était à la veille de manifestations anti-gouvernementales qui ont causé la mort de plusieurs personnes. À l'appel de mouvements catholiques, les manifestants demandent la libération de prisonniers politiques et réclament le départ du président Joseph Kabila à l'issue de son deuxième mandat, conformément à la Constitution. Le ministre des Télécommunications, Emery Okundji, a expliqué à Reuters que cette mesure de restriction avait été prise « pour des raisons de sécurité de l'État ».

Trente pays ont restreint l'accès à Internet au cours des 21 derniers mois.

Soixante-et-une coupures ont été enregistrées lors des trois premiers trimestres de 2017, soit six de plus que sur toute l'année 2016

En Éthiopie, le gouvernement a aussi bloqué Internet après des jours de protestation et d'inquiétudes à la mi-décembre qui ont aussi entraîné des morts et des blessés. Les autorités, qui ont le monopole de la fourniture de service de téléphonie mobile et

d'Internet, privent régulièrement les utilisateurs de leurs réseaux sociaux depuis novembre 2015, date du début des manifestations contre la marginalisation et la persécution des Oromos et des Amharas, deux ethnies du pays. Le dernier rapport de Citizen Lab, organisme spécialisé dans la surveillance d'internet, liste aussi les logiciels espions (*) utilisés par les services de sécurité éthiopiens contre les acteurs de la société civile.

Selon un récent rapport de l'UNESCO, le verrouillage de l'accès à iInternet et aux réseaux sociaux est en progression dans le monde. « Portées en grande partie par des préoccupations politiques et de sécurité nationale, les fermetures d'Internet ordonnées par l'État sont sur le point de devenir la nouvelle normalité », explique David Kode, le chef du plaidoyer et des campagnes à Civicus, une alliance mondiale dédiée au renforcement de l'action citoyenne.

Trente pays ont restreint l'accès à Internet au cours des 21 derniers mois. Soixante-et-une coupures ont été enregistrées lors des trois premiers trimestres de 2017, soit six de plus que sur toute l'année 2016. L'Inde, le Pakistan, l'Irak, la Syrie, l'Égypte, la Turquie et l'Éthiopie sont les premiers censeurs durant cette période récente. En Afrique, les coupures ou restrictions d'Internet ont été récemment observées au Togo en proie à une vague de contestation contre le président Faure Gnassingbé, soupçonné de vouloir pérenniser son règne, et dans les deux régions anglophones marginalisées du Cameroun, en rébellion contre l'État central.

(*) le RCS de Hacking Team, FinSpy de Gamma Group, le PC Surveillance System (PSS), un produit proposé par Cyberbit (filiale d'Elbit Systems, basée en Israël).